



Rapport Annuel 2020



Table des matières

Bienvenue	4	Les finances et le personnel	26
Message de la présidente	5	Intervention et recrutement	27
Une lettre du chef Peter Sloly	7	Données et faits marquants relatifs au recrutement	28
L'Organigramme	10	Les membres du Service de police d'Ottawa	29
Budget nouveau	11	Santé et bien-être des membres	30
		Efficacité financière	31
La criminalité et la victimisation	12	La confiance et la fiabilité	35
Bandes et armes à feu	13	La lutte contre la criminalité	36
L'Unité des drogues	14	Violence faite aux aînés	37
La traite de personnes	15	Crimes haineux	38
La violence faite aux femmes	16	Les normes professionnelles	40
Statistiques sur la criminalité	17		
La sécurité des communautés	19		
Sûreté routière	20		
Opérations conjointes	21		
Équipes de ressources de quartier	22		
Statistiques relatives à la sûreté des collectivités	23		
Équipe de liaison avec la police	25		



Déploiement de nouvelles équipes de ressources de quartier.



Naloxone a été administré à **115 reprises**, permettant de sauver **103 vies.**

En 2020, le nombre d'homicides a décliné de **40%** pour atteindre 8 et parmi lesquels

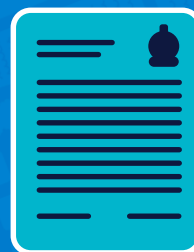
100% furent résolues.

Les services policiers à Ottawa en 2020

Taux de criminalité par **100 000** résidents



3 286 infractions



Nombre de déclarations consignés **88 000**



En moyenne, il a fallu **7 minutes** pour arriver sur les lieux d'une situation d'urgence.

221 000 appels ont nécessité une intervention de la police mobile.

95% des appels de **Priorité 1** ont obtenu une réponse dans les 15 minutes.



Coût des services policiers **\$319.2 M**



4 907 dénonciations reçues par l'intermédiaire d'Échec au crime.

Bienvenue



Message de la présidente

Au nom de la Commission de services de police d'Ottawa (CSPO), j'ai le plaisir de vous présenter le Rapport annuel 2020 du Service de police d'Ottawa (SPO).

En examinant les événements de l'année précédente, deux moments particuliers me viennent à l'esprit: le meurtre insensé et tragique de George Floyd aux mains d'un policier de Minneapolis et le début de la pandémie mondiale qui continue encore aujourd'hui.

Même si ces événements sont complètement sans rapport l'un à l'autre, ils ont tous deux eu un impact mondial qui a suscité l'attention, la discussion et des actions prises sur différents enjeux liés à la sécurité et au bien-être de la communauté —à savoir le racisme systémique, la responsabilisation de la police, notre façon de prendre soin des plus vulnérables dans notre communauté, les mesures de soutien de santé mentale et, plus largement, comment nous devons travailler ensemble pour faire face aux aspects de notre société qui nuisent à nos efforts collectifs pour créer des communautés plus sûres et plus inclusives.

Heureusement, avant même que ces événements ne se produisent, le SPO avait déjà entamé des changements pour moderniser notre service de police et repenser le rôle que nos membres, civils et assermentés, peuvent jouer pour appuyer la sécurité et le bien-être de la collectivité dans la ville d'Ottawa.

Sous la direction avant-gardiste et progressiste du chef Peter Sloly, nous avons assisté en 2020 à l'introduction du premier plan d'action 2020-2022 pour intégrer l'équité, de la diversité et de l'inclusion (EDI) au sein du SPO, un produit clé autour de la priorité stratégique de



la Commission de réaliser des progrès significatifs au niveau de l'EDI.

Les travaux se poursuivent également sur d'autres priorités stratégiques de la Commission: soutenir le bien-être des membres, moderniser l'environnement de travail et faire progresser la police communautaire.

Voici quelques-uns des points saillants de ces activités:

- La création de la toute première direction du respect, des valeurs et de l'inclusion au sein du SPO ;
- Le lancement d'une stratégie conjointe CSPO-OPS sur la violence et le harcèlement sexuel au travail ; et,
- L'expansion de nos équipes de ressources de quartier.

Message de la présidente

Bien que de nombreuses actions ont été concrétisées en 2020, la Commission et le Service reconnaissent de plus en plus qu'il y a encore du travail à faire.

En effet, pour les services de police du pays et du monde entier, gagner et maintenir la confiance du public reste un défi permanent, et Ottawa ne fait pas exception. Nous luttons contre des problèmes profondément systémiques et omniprésents, qui sont depuis longtemps ancrés dans les institutions canadiennes, y compris les services de police. La Commission et le SPO sont déterminés à prendre des mesures concrètes pour réformer et faire évoluer le SPO à devenir un prestataire de services qui fait systématiquement preuve d'intégrité, d'honnêteté, de professionnalisme, de sensibilité, de respect et de responsabilité.

Afin de soutenir les réformes que nous recherchons, la Commission a accepté d'examiner les conclusions de la Commission de vérité et de réconciliation en collaboration avec les groupes autochtones impliqués, dans le but de cerner les appels à l'action qui s'appliquent à la Commission des Services policiers d'Ottawa (CSPO) et à la SPO. Nous avons également adopté une motion pour avoir une évaluation de nos politiques de recours à la force afin de nous assurer que le chef de police reçoit les conseils nécessaires en ce qui concerne les attentes générales de la Commission en matière de désescalade, de déploiement des forces et des options de non-recours à la force. Enfin, nous avons prévu dans notre plan de travail pour 2021 de mettre en place un processus d'engagement communautaire afin de favoriser les conditions et maintenir un dialogue ouvert et constructif avec la communauté, en particulier avec les résidents qui s'identifient comme Noirs, Autochtones et gens de couleur.

En réponse aux revendications de la collectivité pour avoir une responsabilisation policière plus grande, la Commission a demandé par écrit à la province de rendre exécutoires les articles de la *Loi sur la sécurité communautaire et le maintien de l'ordre*, nécessaires pour permettre aux chefs de police ou aux commissions de services policiers, selon le cas, à leur discrétion de suspendre sans rémunération un membre du service de police qui a été accusé ou jugé coupable d'une infraction grave, selon les circonstances prévues par la loi. La Commission a également demandé à la province de modifier davantage la réglementation régissant les services policiers pour simplifier le processus de résiliation de contrat d'un agent de police qui a été déclaré coupable de conduite délictueuse ou criminelle.

L'attente du public vis-à-vis du maintien de l'ordre évolue alors que les collectivités se penchent vers une approche plus holistique de la sécurité et du bien-être de la communauté. Cela demande des investissements plus substantiels en services sociaux, une meilleure coordination entre les fournisseurs de services et un abandon de l'application de la loi au profit de solutions mieux adaptées. Dans cette optique, la Commission s'est engagé en 2020 à considérer les options permettant de réduire ou de confiner le budget de 2022 au niveau de 2021.

La Commission continuera à faire pression pour faire avancer les démarches aux côtés du chef Peter Sloly. Le travail quotidien effectué par les membres assermentés et civils pour assurer la sécurité de notre ville fait partie des nombreuses réussites du Service au cours de l'année. En tant que présidente de la Commission de services policiers, je tiens à remercier nos membres pour leur dévouement envers nos citoyens, leur engagement envers notre communauté, ainsi que la force et la bravoure dont ils font preuve chaque jour dans l'exercice de leurs fonctions.

Bien que l'année 2020 ait présenté des défis, elle a permis de mettre en place une période d'immenses possibilités en 2021 dont j'ai hâte, tout comme mes collègues de la Commission, de profiter au maximum.

Cordialement,

La Conseillère Diane Deans
Présidente, Commission de services policiers d'Ottawa

Une lettre du chef Peter Sloly

Je tiens d'abord à remercier les héros discrets – les travailleurs essentiels de tous les horizons (dont les membres du SPO) qui se sont affairés, chaque jour de la pandémie inimaginable de 2020, à fournir des services vitaux à notre collectivité. Votre compassion, votre courage et votre engagement envers un devoir de diligence ont su bien servir notre collectivité. Et votre exemple appuie ma propre vision de l'avenir du Service de police d'Ottawa (SPO).

Les membres de notre Service sont résolus à appuyer et accroître la symbiose entre le SPO et des organismes externes pour contribuer à la mise sur pied d'un réseau de services intégrant et tirant profit de l'expertise de la police et de ses partenaires en vue de mieux servir la collectivité et d'aboutir aux meilleurs résultats de santé publique pour la ville. C'est une ère nouvelle pour la police, où l'on mise sur une approche communautaire globale en matière de sécurité publique.

Malgré les nombreuses crises liées à la santé publique et la confiance du public, ainsi que les troubles à l'échelle mondiale sur les plans social, politique et économique qui s'y rattachent, le SPO a démontré une admirable ténacité et la capacité de s'adapter et d'évoluer.

Nous remercions les membres de la collectivité qui nous ont fait part de leur rétroaction et proposé des solutions. À partir de ces renseignements, nous avons identifié trois principes-clés pour le changement au sein du SPO à l'avenir:



Confiance du public - Développer notre pensée, nos démarches et nos systèmes afin d'aboutir à une confiance accrue chez nos membres et une amélioration de confiance du public envers le SPO.

Devoir de diligence – Démontrer que nous nous soucions véritablement les uns des autres en tant que membres du SPO et aussi que chaque membre de la collectivité nous importe vraiment.

Sûreté et bien-être de la collectivité – Collaborer à l'interne en tant qu'équipe unie pour mettre au point de meilleures alliances avec la collectivité pour l'atteinte en commun d'une sûreté accrue et du mieux-être de la collectivité.

Une lettre du chef Peter Sloly

Nous appartenons à la collectivité et il nous importe sincèrement d'être à son écoute et d'agir pour aborder les préoccupations des résidents. Nous avons travaillé fort à adopter de nouvelles démarches de sûreté communautaire misant sur une approche intégrée à l'ensemble du Service, notamment de nouvelles Équipes de ressources de quartier (ERQ), une police axée sur la collectivité, et un accent sur la mise en confiance.

Nous marchons à grands pas pour régler le problème chronique du service insuffisant et de l'intervention policière excessive à l'égard de nos communautés racisées, et nous œuvrons en collaboration auprès de spécialistes d'ici, d'universitaires, de dirigeants de la collectivité et de gens au vécu pertinent, à l'élaboration d'un meilleur cadre pour aborder les questions de violence sexuelle, de violence faite aux femmes, et d'intervention relative aux troubles de santé mentale.

Quotidiennement, nos agents et nos membres civils échangent avec des groupes communautaires et des collègues, des intervenants, des militants, ainsi que des représentants d'organismes sans but lucratif et autres groupes partenaires. Nous sommes personnellement allés à la rencontre d'un vaste éventail d'intervenants communautaires, de sages respectés, de jeunes dirigeants pleins d'avenir, de mères, de membres d'organismes sans but lucratif, de représentants de Zones d'amélioration commerciale (ZAC), de chefs religieux, d'universitaires, et bien d'autres encore. Ce travail est loin d'être facile, mais nous y sommes dévoués, et nous disposons de solides partenaires dans la collectivité qui tiennent à faire partie de la solution.

Lors de chacune des rencontres, nous avons discuté d'une vision commune d'une ville plus saine, plus sûre et plus inclusive où la collectivité et la police règlent des problèmes ensemble. Chacun a reconnu le besoin d'une

police améliorée afin de résoudre des problèmes de confiance de longue date, à l'interne comme à l'externe, et la nécessité d'une meilleure intégration des efforts internes du SPO et de ses efforts auprès de ses partenaires communautaires en vue de régler des questions de sécurité communautaire d'une complexité grandissante, de prévenir le crime et la victimisation tout en rehaussant la sûreté et le bien-être de tous.

Pour concrétiser une telle vision, le SPO doit surmonter d'importants obstacles, et nous avons travaillé d'arrache-pied à l'instauration de changements majeurs. Il nous fallait entreprendre un profond changement quant à notre conception et notre prestation de services policiers – notre façon de travailler au sein et auprès de la collectivité.

Malgré les défis auxquels nous avons été confrontés en 2020, nous avons tout même été en mesure de réaliser d'importants progrès dans des secteurs clés, notamment :

- Ajouté de nouvelles Équipes de ressources de quartier dans les quartiers du marché By- Basse-Ville, Bayshore et Centre-Ville;
- Réduit de 40% le nombre de fusillades;
- Saisi un nombre record d'armes à feu liées au crime (111 en 2020, et 42 jusqu'ici en 2021);
- Délivré plus de 40 000 avis d'infraction provinciale (AIP), dont 450 pour manœuvres périlleuses;
- Administré de la naloxone à 115 occasions, sauvant 103 vies;
- Reçu un nombre record de candidatures policières (2700, contre 650 l'année précédente);
- Augmenté les taux d'embauche chez les femmes (de 12% à 18%), les candidats et candidates racisées (de 13% à 36%) et les candidats autochtones (de 1% à 3%);

- Embauché 96 nouvelles recrues policières (32 femmes et 31 hommes se définissant comme racisés ou autochtones) ayant une vaste gamme de vécus et de l'expérience de travail auprès des services à la famille, refuges pour sans abri, programmes de réduction des méfaits, services de soutien aux victimes et services de soutien en matière de santé mentale;
- Élaboré le Plan d'action équité, diversité et inclusion (EDI) qui est devenu notre fer de lance pour instaurer un Service qui mieux reflète les communautés dont nous sommes au service;
- Mis sur pied la Direction du Respect, des valeurs et de l'inclusion (RVI), qui comporte deux sections – une section Équité, diversité et inclusion (EDI) chargée d'appuyer les valeurs du professionnalisme et de l'éthique, et une section EDI qui misera sur les objectifs du Service d'amener un changement concret en matière d'inclusion et de diversité;
- Élargi le rôle du Conseil sur l'équité police-collectivité (CEPC), afin qu'il ait des discussions directes et opportunes avec des dirigeants clés de la collectivité à propos des enjeux qui importent aux communautés racisées, autochtones et confessionnelles;
- Coordonné une importante restructuration organisationnelle qui toucha plus de 60 pour cent des unités et des directions afin d'aligner nos services et renforcer l'engagement du SPO envers nos trois priorités-clés.

Voici quelques-uns des points saillants statistiques de l'année:

- La demande de service a diminué de 10% en 2020 pour se chiffrer à près de 333 000 demandes de service, poussée par les mesures de santé publique visant à freiner la propagation de la COVID-19.
- Avec environ 34 000 infractions au Code criminel du Canada signalées (sauf les délits de la route) dans la Ville d'Ottawa, le niveau de signalement de la criminalité a diminué de 21% au cours de la dernière année.
- Le taux de résolution global des infractions criminelles (sauf les délits de la route) est demeuré stable en 2020, avec 34% des affaires classées soit par mise en accusation ou classées autrement.
- À Ottawa, l'Indice global de gravité de la criminalité (IGC) chute de 16%, se retrouvant à 48 points (IGC avec violence: -22%; IGC sans violence: -13%).
- Le volume du signalement des crimes violents connut une baisse de 14% en 2020, induit par un moindre nombre d'homicides, de vols qualifiés, d'agressions et de délits sexuels.
- Le nombre de crimes sans violence diminua de 23% en 2020 en raison d'un moindre nombre de cas de vol de 5000\$ et moins, de recel, et de vol de véhicule à moteur.
- L'an dernier, le nombre d'homicides a connu une baisse de 40% pour se chiffrer à huit incidents, avec un taux de résolution de 100%.
- Le nombre de collisions sur les routes d'Ottawa a diminué de 40% pour atteindre 11 400, tandis que le nombre de décès a diminué de 33% pour se chiffrer à 16.

Nous comptons sur des meneurs forts. Lors de chacune des interventions de nos membres, les attentes sont grandes:

Protéger les gens et notre collectivité

Leur prêter main-forte

Être compatissant.

Alors que nous faisons des grands pas pour accroître la diversité chez nos recrues, nous observons une hausse comparable en matière de diversité au sein de nos grades supérieurs. Au fil des dernières années, nous avons élargi nos équipes d'officiers supérieurs et de direction afin d'y inclure plus de dirigeants noirs, sud-asiatiques, et féminins. L'an

dernier, nous fûmes le premier service de police au Canada à promouvoir une femme noire au grade de surintendant. C'est un pas dans la bonne voie pour en arriver à une main-d'œuvre équitable et inclusive.

Je vous assure que le SPO ne retirera pas son pied de l'accélérateur, et ne se détournera pas non plus de sa vision. En fait, nous avons établi le Budget 2021 comme budget propice au changement à la lumière d'une série de consultations de la collectivité qui se poursuit toujours.

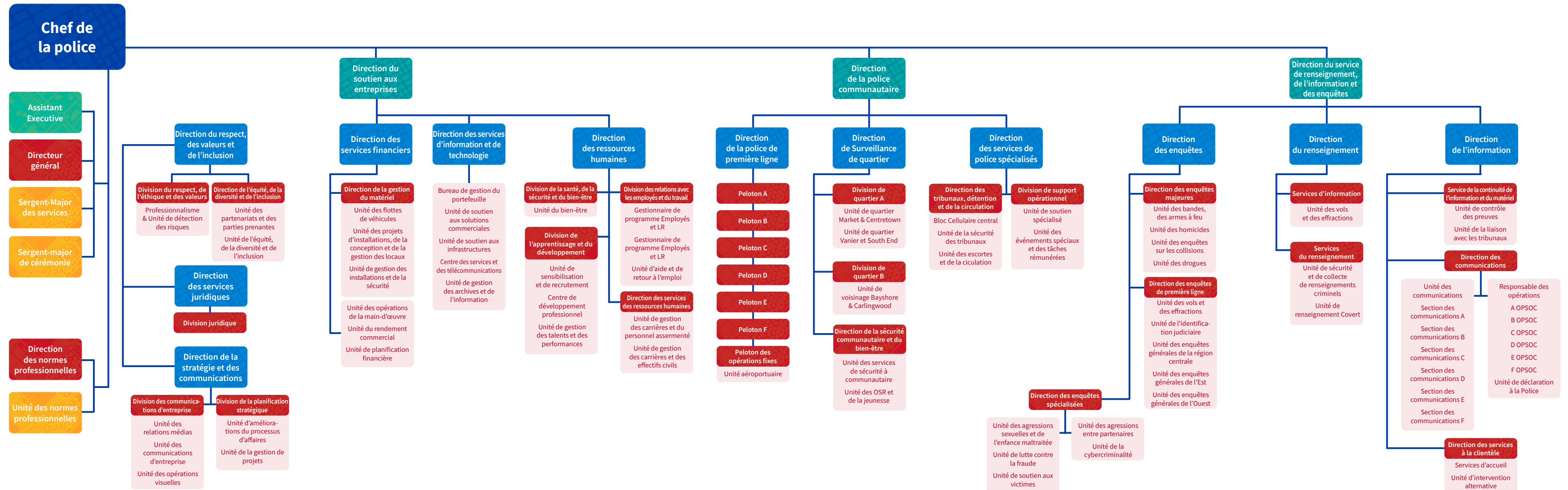
Toutes les nouvelles stratégies, conventions et méthodes du SPO seront éclairées par la collectivité et tireront

parti de sa participation – avec une coréalisation de la collectivité par la voie d'une consultation de spécialistes de la collectivité et de pratiques exemplaires et factuelles. Ensemble, nous pouvons changer les choses.

Nul n'aurait su prédire à quel point nos vies changeraient au début de 2020, en particulier la manière dont nous allions continuer à servir et protéger cette ville en dépit des difficultés occasionnées par une pandémie mondiale. Et je suis fier de ce Service et de ses membres.

Ce n'est là qu'un commencement et j'ai bien hâte de poursuivre ce travail au fil des mois et des années à venir.

Peter Sloly
Chief of Police



L'an dernier, des citoyens nous ont dit que les services de police offerts dans nos collectivités devaient changer et nous les avons écoutés. Que ce soit dans la capitale nationale ou ailleurs au Canada, les corps policiers ont déployé de grands efforts pour mieux servir leurs membres et leurs résidents et répondre à leurs besoins. Tous les hauts responsables canadiens du secteur policier – chefs, présidents et ministres du Cabinet – doivent élaborer de nouveaux modèles de prestation de services qui renforcent la confiance et l'égalité au sein de la communauté, et qui offrent aux résidents un système de justice moderne.

C'est pourquoi, au cours des trois prochaines années, le SPO se concentrera sur les trois priorités suivantes :

Confiance du public

Notre façon de penser, nos pratiques et nos systèmes doivent évoluer pour améliorer le niveau de confiance des membres du SPO et celui du public dans le SPO.

Obligation de diligence

Il nous faut démontrer que nous nous soucions vraiment les uns des autres en tant que membres du SPO et que nous nous soucions vraiment de chaque membre de la communauté.

Sécurité et bien-être de la communauté

Il nous faut renforcer les partenariats communautaires afin de représenter et d'inclure toute personne qui souhaite collaborer avec les services de police pour faire de notre ville celle qui est la plus sûre au Canada.

Ces trois priorités sont à la base de notre plan d'action pour l'équité, la diversité et l'inclusion (ÉDI), qui a été créé par les membres du SPO et les membres de la communauté.

La vision à long terme est de bâtir un service de police où chaque membre de la communauté et chaque membre du service se sent respecté, soutenu et accepté, quels que soient ses antécédents, son statut ou ses circonstances.

Pour que cette vision se concrétise, chacun d'entre nous, en tant que leader au sein de la communauté et des forces de l'ordre, et en tant que personne, doit se remettre en question dans sa façon de penser, de parler et d'exercer ses fonctions.

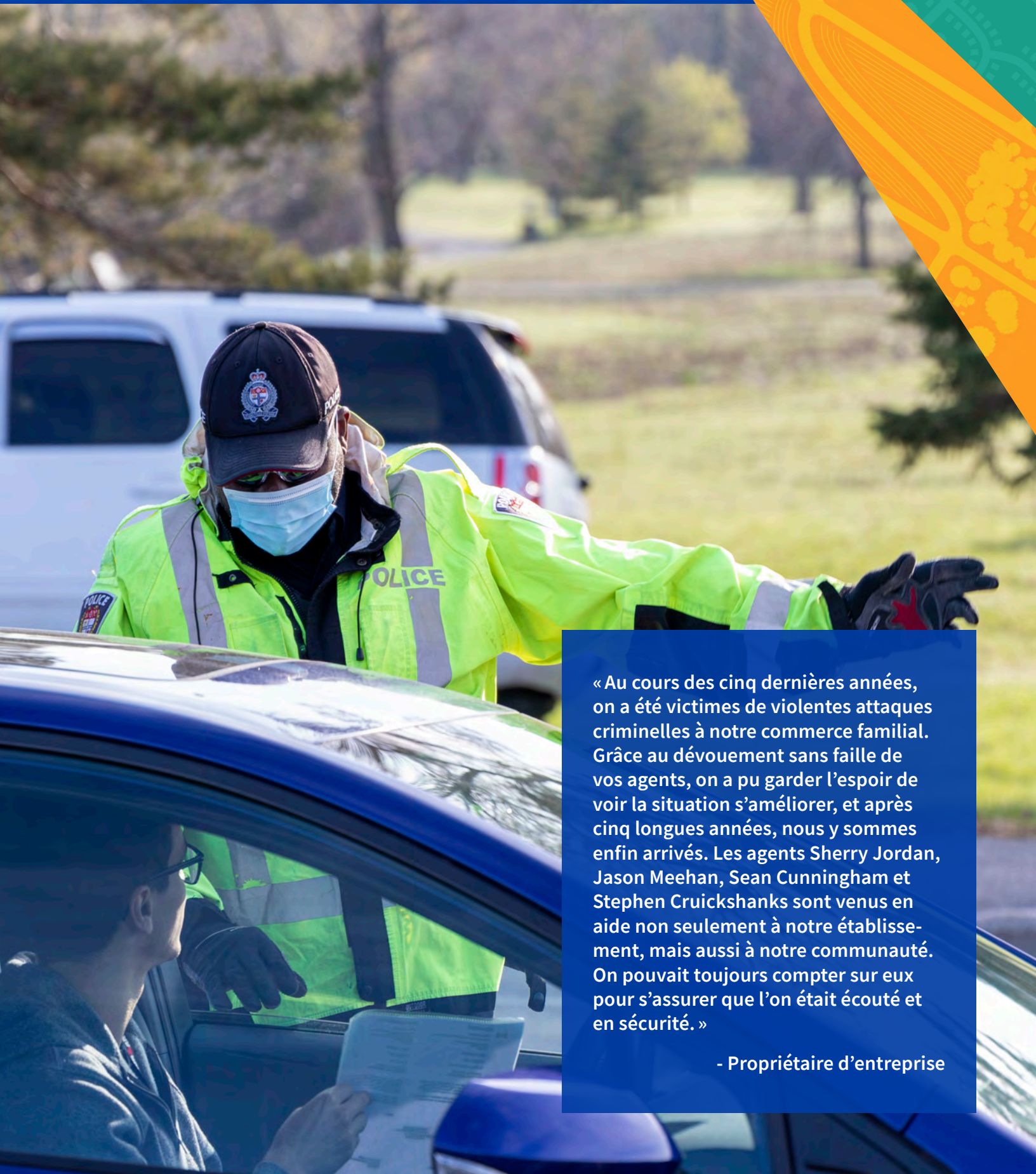
En novembre 2020, la Commission a approuvé son nouveau budget pour 2021, qui prévoit des investissements dans des initiatives qui nous aideront à améliorer notre organisation, notre culture et notre capacité à faire preuve de progrès en matière d'obligation de diligence, de confiance du public, de sécurité et de bien-être de la communauté. Nous ne procédons pas en solitaire. Pour parvenir à des changements significatifs et durables, il nous faut nous assurer d'une implication réelle et significative de la communauté dans tous les aspects du SPO. Par conséquent, la communauté sera informée, impliquée et associée à toutes les nouvelles stratégies, politiques

et pratiques du SPO. Nous travaillerons avec la communauté pour réaliser les priorités budgétaires suivantes :

- 1 La Stratégie d'intervention en santé mentale (une initiative communautaire) ;**
- 2 La formule élargie des équipes de ressources de quartier pour les banlieues et les zones rurales ;**
- 3 Une formation sur le rejet du racisme à l'encontre des Autochtones et des Noirs pour tous les membres ;**
- 4 Les nouveaux rôles de coordinateur communautaire dans notre SACA/ SVC concernant la violence faite aux femmes (VFF) et les cas de femmes et filles autochtones disparues et assassinées (FFADA); et**
- 5 Des investissements dans le bien-être des membres.**

Ces initiatives nous aideront à atteindre nos objectifs, qui sont non seulement de fournir un meilleur service aux communautés que nous servons et protégeons, mais aussi à nos membres. Nous atteindrons ces objectifs ensemble, en nous appuyant sur les indications essentielles des dirigeants communautaires, des défenseurs, des experts en la matière, des universitaires et des personnes qui ont vécu des expériences.

La criminalité et la victimisation



« Au cours des cinq dernières années, on a été victimes de violentes attaques criminelles à notre commerce familial. Grâce au dévouement sans faille de vos agents, on a pu garder l'espoir de voir la situation s'améliorer, et après cinq longues années, nous y sommes enfin arrivés. Les agents Sherry Jordan, Jason Meehan, Sean Cunningham et Stephen Cruickshanks sont venus en aide non seulement à notre établissement, mais aussi à notre communauté. On pouvait toujours compter sur eux pour s'assurer que l'on était écouté et en sécurité. »

- Propriétaire d'entreprise

Bandes et armes à feu

Si le reste du pays a connu une hausse du nombre d'infractions liées aux armes à feu lors de la pandémie de COVID-19 qui se poursuit actuellement, Ottawa a pour sa part enregistré une baisse d'environ 40 % de ce genre de cas à travers la municipalité. À partir de novembre 2020, le nombre d'appels pour fusillade était de 41, comparativement à 70 en 2019.



Cette réduction est le résultat des efforts déployés par notre Unité des armes à feu et les bandes de rue, laquelle a assuré la coordination et l'élaboration des liaisons divisionnaires des patrouilles de l'organisation, notamment les patrouilles de première ligne, notre Unité des drogues et nos Équipes de ressources de quartier (ERQ), dans le but de mettre sur pied un réseau de communication qui permettrait de repérer rapidement les incidents de violence armée et d'y réagir. Le travail de routine effectué par les patrouilles de première ligne, qui consiste à patrouiller les endroits problématiques et à maintenir le contact avec les groupes à risque, a considérablement réduit le nombre d'incidents de ce genre dans notre ville l'année dernière.

En 2020, le SPO a saisi 104 armes à feu criminelles, ce qui représente un chiffre record pour le SPO, et a conclu avec succès certaines initiatives comme le projet Avalanche, qui a entraîné l'arrestation de deux individus et des saisies de nombreuses armes à feu, de la

cocaïne et de milliers de pilules opioïdes illégales à travers l'ouest de la ville.

Notre équipe des armes à feu et bandes de rue reconnaît que ces succès découlent directement de la communication des membres de la communauté avec nous, qui nous informent de la présence d'armes à feu illégales dans leur communauté ; l'année dernière, le nombre de signalements a connu une augmentation de 39 %. Les mesures correctives adoptées par les Équipes de ressources de quartier (ÉRQ) et les unités secrètes ont également permis d'obtenir un impact favorable net sur ces types d'incidents violents dans notre ville.

Par ailleurs, les efforts de plus en plus importants de nos analystes en criminologie, ayant recours à des outils

toujours plus innovants pour recenser les individus et les lieux à haut risque, ont également contribué à faire reculer la criminalité et à récupérer les armes à feu illégales.

Notre Unité des homicides a également connu ses propres succès en 2020, comptant huit enquêtes portant sur des homicides qui ont abouti à l'arrestation et à la délivrance d'une inculpation pour meurtre aux coupables, ce qui constitue un incroyable taux de solvabilité de 100 %. Seule une enquête demeure en cours, alors que la police poursuit le deuxième suspect, après avoir arrêté et inculpé l'une des deux parties impliquées dans le meurtre.



Au cours de l'année 2020, les policiers du SPO sont intervenus dans 542 incidents de surdose et ont administré de la naloxone 162 fois. Dans les deux premiers mois de 2021, la ville d'Ottawa a enregistré un pic de surdoses liées à la consommation d'opioïdes en répondant à 69 appels de service, dans lesquels 14 individus sont malheureusement décédés.

Lors d'un de ces incidents, une agente du Service de police d'Ottawa (SPO) effectuant une patrouille a reçu un appel concernant un itinérant inconscient dans une ruelle du centre-ville. Quand elle l'a trouvé sur les lieux, ses lèvres étaient bleues, signe évident d'une overdose. Les ambulanciers étant encore à quelques minutes de route, elle a donc administré une dose de naloxone à la victime, qui a repris connaissance et pu être ranimée grâce à l'intervention rapide de l'agente.

La *Loi sur les bons samaritains secourant les victimes de surdose* offre une certaine protection juridique à ceux qui sont victimes ou témoins d'une surdose et qui ont appelé le 911, ou leur service d'urgence local, pour demander du secours. Cette loi permet également de dissiper la crainte que les gens éprouvent à l'égard de la police ou du public, lorsqu'ils aident une personne qu'ils pensent être victime d'une surdose. La loi incite également les gens à participer aux efforts pour sauver des vies. Le message est clair: si vous consommez des drogues, ne le faites pas seul, ou utilisez l'un des sites d'injection supervisés de la ville.

En travaillant en étroite collaboration avec ses partenaires, le SPO continue de s'engager dans l'éducation et la prévention des surdoses, afin d'aider à réduire le nombre de surdoses dans notre ville. Le SPO collabore avec les partenaires municipaux, notamment les ambulanciers et les services d'incendie, Santé publique Ottawa, les intervenants des sites d'injection supervisés, les hôpitaux de la région et les professionnels des soins de santé et de première ligne de l'Outaouais. Ensemble, nous pouvons apporter une contribution unie et mesurée à l'ampleur de cette crise.

La traite de personnes

L'année dernière, le SPO a lancé un avis de recherche pour une jeune fille que l'on croyait être dans la région d'Ottawa après avoir quitté son domicile dans l'Ouest canadien.

Moins de deux heures plus tard, des patrouilles de première ligne ont repéré et identifié l'adolescente, qui se trouvait près d'un Air BnB d'Ottawa, là où elle a été conduite par des trafiquants après avoir atterri à Toronto.



Lors d'une fête dans sa ville natale, l'adolescente avait fait la connaissance d'une personne qui s'était par la suite servi des médias sociaux pour la mener vers la traite du sexe. La jeune fille a été attirée puis contrainte de prendre l'avion à destination de Toronto, où elle s'est ensuite retrouvée dans l'Air BnB d'Ottawa où elle recevait de la drogue et de l'alcool.

Lorsque la police l'a approchée pour la première fois, elle a initialement refusé

toute aide. Ce n'est que plus tard, lorsqu'elle s'est retrouvée à l'hôpital, que le travail acharné de notre Unité de lutte contre la traite de personnes (ULTP) a aidé à la libérer de ce cycle d'exploitation abusive.

À l'hôpital, les agents de l'Unité de lutte contre la traite de personnes (ULTP) ont rendu visite à l'adolescente et, avec l'aide du nouveau spécialiste du soutien de l'ULTP, ont réussi à la faire héberger dans un lieu sûr tempo-

raire et à prendre des dispositions pour qu'elle puisse retourner à sa famille. Le spécialiste du soutien de l'Unité de lutte contre la traite de personnes (ULTP), introduit en 2019, a veillé à ce qu'il y ait un soutien et des services intégrés pour aider cette jeune fille et d'autres victimes de la traite sexuelle.

La jeune fille a pu rejoindre son domicile par avion et retrouver sa famille ; son père nous rapporte qu'elle se porte bien.

La violence faite aux femmes

Le Service de police d'Ottawa (SPO) a pour priorité de rebâtir la confiance du public à l'aide d'un certain nombre d'intervenants et de défenseurs de la collectivité dans le but d'élaborer de meilleurs appuis et interventions visant à renforcer notre engagement envers les femmes qui sont victimes et survivantes d'agression à caractère sexuel ou domestique. Cette tâche est un processus continu et nous nous appuyés sur l'expertise et les conseils de travailleurs de première ligne, d'universitaires, de défenseurs et de victimes d'expériences vécues.



Parmi les changements budgétaires du SPO en 2021, le thème de la violence à l'égard des femmes et de la violence sexuelle (VFF/VS) a été retenu comme l'une des priorités du service et s'aligne sur l'un des piliers du plan pour la sécurité et le bien-être de la communauté de la ville. À titre de priorité, des fonds sont prévus au budget pour financer cinq ressources supplémentaires liées à la VFF/VS, à savoir un conseiller principal VFF, un conseiller pour la sécurité des femmes autochtones et trois autres ressources (qui seront développées et recrutées en fonction des commentaires des intervenants communautaires, sur les meilleures façons de venir à l'aide des survivantes et des victimes de violence à caractère sexuel et domestique).

Le SPO co-préside un Comité consultatif sur la VFF, sous la direction de l'inspectrice Heather Lachine, et de la porte-parole de la communauté, Melanie Winwood, du Centre de ressources

communautaires d'Ottawa Ouest. Le chef adjoint par intérim Mark Ford est le principal commanditaire de cette initiative. La plupart de nos pratiques gagnantes ont été élaborées dans le cadre d'initiatives de collaboration qui nous mettent en contact avec d'autres organismes de la région d'Ottawa, pour s'assurer que nous répondons non seulement de manière appropriée aux victimes ou aux survivants d'abus, mais aussi de manière cohérente. Nous comptons également sur l'excellent travail effectué par notre Unité de soutien aux victimes (USV) et une étroite collaboration avec nos organismes partenaires autochtones afin de fournir un soutien fondamental aux personnes touchées par cette violence.

Les autres actions en cours sont orientées vers les priorités qui ont été soulevées par la communauté, notamment, un examen de la manière dont la police traite les cas de violence domes-

tique; un renforcement des services bilingues dans notre Unité de violence conjugale; des services offerts dans la langue maternelle si elle est le français, une cohérence dans les services d'interprétation afin que les victimes/survivantes puissent recevoir des services dans leur langue maternelle si ce n'est pas le français et une formation sur les traumatismes pour l'ensemble de l'organisation.

La question des agressions sexuelles et de la violence contre les femmes demeure complexe, mais grâce à une collaboration permanente avec les organismes partenaires et nos communautés, le Service est convaincu qu'il peut apporter les changements nécessaires pour fournir un soutien efficace, adapté et approprié aux individus ayant subi des violences.

Total Criminal Code of Canada Offences

	Taux de criminalité		Crime signalés		Indice de gravité de la criminalité ¹		Taux d'élucidation % (pct.pt)
2019	4 241		42 700		57		34%
2020	3 287	-23%	33 600	-21%	48	-16%	34%

En 2020, le nombre de crimes signalés dans la ville d'Ottawa a diminué (-23 %) après quatre années d'augmentation, pour atteindre 3 287 incidents par 100 000 habitants. Le taux d'élucidation de toutes les infractions au Code criminel du Canada (à l'exclusion de la circulation) est resté inchangé, avec 34 % de toutes les affaires résolues.

L'indice de gravité de la criminalité (IGC) est une mesure de la criminalité signalée à la police qui reflète la gravité relative des infractions individuelles et suit l'évolution de la gravité de la criminalité dans le temps. Tout comme la tendance nationale en 2020, et en grande partie en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, le taux de gravité de la criminalité à Ottawa a

diminué de 9 % pour atteindre 48 points en 2020. Cette baisse peut être attribuée en grande partie à une diminution du nombre d'homicides, de vols qualifiés et de violations sexuelles.

Consultez le site www.ottawapolice.ca pour visualiser les tendances de la criminalité à Ottawa, pour la ville et par quartiers, 2019-2020.

Crimes violents

	Taux de crime violents		Crime signalés		Indice de gravité de la criminalité ²		Taux d'élucidation % (pct.pt)
2019	769		7 700		67		42%
2020	653	-15%	6 700	-13%	52	-22%	44%

Les crimes violents désignent les violations du Code criminel du Canada identifiées comme des « crimes contre la personne ». Plus précisément, un crime violent est tout crime où des menaces physiques ou verbales de violence sont proférées contre une personne. Cette catégorie inclut diverses infractions, notamment l'homicide, la tentative de meurtre, les voies de fait, le vol qualifié, l'agression sexuelle et les menaces ou l'intimidation.

En 2020, le volume global (-13 %) et la gravité (-22 %) des crimes violents ont diminué. La diminution du nombre d'homicides (8), tous résolus, a contribué à la baisse de l'indice de gravité des crimes violents (-40 %). La diminution du nombre de vols qualifiés (-32 %), de violations sexuelles (-16 %), de communications indécentes et de harcèlement (-15 %) et d'agressions (-13 %) a également contribué à cette baisse. Dans bien des cas, on peut attribuer ces baisses à

une réduction du nombre d'interactions entre personnes en raison des mesures de santé publique.

Le SPO a élucidé 44 % de tous les crimes violents en 2020, une augmentation par rapport aux 42 % de 2019.

¹ Les valeurs sont estimatives et ne représentent pas l'IGC officiel publié par Statistique Canada.

² Les valeurs pour l'indice de gravité des crimes violents sont estimatives et ne représentent pas l'IGC officiel publié par Statistique Canada.

Crimes non violents

	Taux de crime non-violents		Crime signalés		Indice de gravité de la criminalité		Taux d'élucidation % (pct.pt)
2019	3 472		35 000		54		32%
2020	2 635	-24%	27 000	-23%	47	-13%	31%

Les crimes non violents comprennent à la fois les infractions contre les biens signalées à la police et les autres infractions au Code criminel. Ces crimes impliquent des actes illégaux visant à obtenir des biens, mais n'impliquent pas de violence contre une personne. Les crimes contre la propriété s'entendent d'infractions comme l'incendie criminel, l'introduction par effraction, le vol, les méfaits et la fraude.

En 2020, les infractions non violentes contre les biens ont diminué de 23 % et l'IGC des crimes non violents a baissé de 13 % en 2020 pour atteindre 47 points. La baisse de 24 % du taux de crimes non violents s'explique par la réduction du nombre de vols de moins de 5 000 \$ (-45

%) . Dans le cas des vols de moins de 5000 \$, il y a eu une baisse notable des incidents de vols à l'étalage et de vols dans les véhicules. On peut attribuer cette situation en partie à la fermeture de nombreuses entreprises, d'installations offrant des programmes de loisirs, de bibliothèques publiques, d'écoles, de garderies, de bars et de restaurants, ainsi que de lieux de spectacles. Ces fermetures, visant à contrôler la transmission de la COVID-19 dans la communauté, ont, par inadvertance, réduit les occasions et la mobilité.

Bien que la pandémie ait entraîné une réduction de certains types de crimes non violents, il y a eu des instances où la criminalité a augmenté. Le nombre

de fraudes (7 %) et de vols de plus de 5 000 \$ a augmenté en 2020 (19 %). La hausse du nombre de vols de plus de 5 000 \$ est en grande partie attribuable à l'augmentation des vols de courrier, car la dépendance à l'égard des services de livraison du courrier est devenue plus répandue en 2020. La hausse du nombre de fraudes est en grande partie la conséquence de l'utilisation frauduleuse de la prestation canadienne d'urgence (PCU) du gouvernement fédéral.

Le SPO a élucidé près de 20 % de tous les crimes non violents signalés à la police, un chiffre similaire à celui des années précédentes.

La sécurité des communautés



« Je vous écris pour féliciter le travail et le professionnalisme dont ont fait preuve les agents du Service de police d'Ottawa vendredi dernier à la suite des deux agressions à coups de couteau dans le quartier chinois. Tous les agents étaient amicaux, communicatifs et entièrement professionnels. Ils ont tenu à informer les résidents au sujet de leurs activités, en frappant aux portes et en se présentant. Plus tard, j'ai assisté à l'interpellation du dangereux suspect et à son arrestation, sans qu'aucune arme n'ait été brandie. Bien joué. »

- Résident

Pendant que les citoyens faisaient face aux retombées de la pandémie de COVID-19, notre équipe de l'Unité des Services de la circulation était sur le terrain pour assurer la sécurité de nos routes.



Dans les sondages publics, la sécurité routière est constamment désignée comme étant la principale préoccupation des répondants. Notre équipe de la circulation mène des dizaines de campagnes de formation, de sensibilisation et d'application de la loi afin de rendre nos routes plus sûres.

Les pratiques de conduite dangereuses telles que les excès de vitesse, les brûlures de feux rouges et le non-respect des panneaux d'arrêt ne se limitent pas à un seul quartier, elles sont répandues dans toute la ville. C'est pourquoi, en plus des contrôles routiers quotidiens, on demande aux citoyens de signaler les conducteurs dangereux qu'ils observent. Cela nous permettra de remédier à ce problème.

Grâce à notre premier projet, l'opération « Overwatch », lancé d'avril à octobre, nos agents ont pu donner plus de 5 000 contraventions pour excès de vitesse, soit une moyenne de 10 cascadeurs arrêtés par semaine, inculpés et leurs véhicules mis en fourrière.

Notre deuxième initiative, l'opération #NoiseMaker, visait également les excès de vitesse et la conduite périlleuse, tout en incluant une campagne de lutte contre le bruit excessif ou inutile généré principalement par les modifications aux pièces de rechange apportées aux véhicules et les courses de rue. En octobre, l'opération #NoiseMaker a permis aux agents de donner plus de 2 300 contraventions, dont 1 400 pour excès de vitesse.

Au cours de ces deux campagnes, nous avons travaillé en étroite collaboration avec nos partenaires de la Police provinciale de l'Ontario. En un soir de septembre, cette opération conjointe a permis de donner plus de 150 contraventions.

En 2021, l'opération #NoiseMaker se poursuit, les agents ayant donné plus de 4 000 contraventions au cours du mois d'avril seulement.

Opérations conjointes

En 2020 et depuis le début de l'année, le Service de police d'Ottawa (SPO) a collaboré avec d'autres partenaires de forces de l'ordre pour coordonner les activités liées à la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence (LPCGSU)* adoptée par la province, en raison de la pandémie de COVID-19.



Au début de 2021, le SPO a œuvré avec le Service de police de la région de York, le Service de police de Toronto, le Service de police de Peel et le Service de police de Durham dans le cadre d'une opération conjointe informelle visant à lutter contre le phénomène des vols de véhicules haut de gamme. Le projet *Terrier*, lancé en février et terminé en mai, a permis d'identifier neuf personnes qui ont fait l'objet de plus de 250 accusations en vertu du *Code criminel du Canada*. Le succès de cette initiative est attribuable au réseautage entre ces services de police et au partage de renseignements.

L'Unité de l'exploitation des enfants sur Internet (LEEI) du SPO travaille régulièrement en partenariat avec d'autres organismes stratégiques provinciaux dans le cadre d'enquêtes conjointes et d'échange d'information sur les pratiques exemplaires. Nous entretenons d'excellentes relations avec l'Unité LEEI de la Police provinciale de l'Ontario et tous ses partenaires. Tout au long de l'année, nous avons travaillé en collaboration avec plusieurs agences de lutte contre l'exploitation des enfants sur Internet, ce qui a permis de porter de nombreuses accusations.

Notre Unité de lutte contre la traite des personnes (ULTP) a également collaboré avec le Service de police de Vancouver en 2020 pour ramener une adolescente chez elle, après qu'elle ait été victime d'une manipulation en ligne, puis envoyée à Ottawa.

Équipes de ressources de quartier

Pendant que les policiers intervenaient à la suite d'une agression mortelle à l'arme blanche dans le quartier de la rue Somerset Ouest, nos agents de l'équipe de ressources de quartier étaient déjà sur le terrain, tendant la main à la communauté touchée, traumatisée par les événements qui s'y étaient déroulés.



Les agents de l'ÉRQ sont allés de porte en porte, parlant avec les résidents et s'assurant qu'ils étaient bien informés, pendant que les policiers fouillaient le voisinage à la recherche de l'agresseur. En peu de temps, le suspect a été localisé et arrêté. La communauté a pris plus de temps à assimiler ce qui s'était passé lors de cette violente attaque.

Le travail s'est toutefois poursuivi, longtemps après l'arrestation, pour s'assurer que des mesures de soutien étaient en place pour les personnes préoccupées par la sécurité de leur quartier. L'ÉRQ du secteur Centre-ville, qui regroupe des agents de première ligne, un agent de police communautaire, un agent de liaison dans les écoles et des agents des services de la circulation, a examiné les préoccupations des citoyens. Des entretiens ont été tenus en tête-à-tête pour apaiser les craintes et renforcer la mission d'aide des forces de l'ordre.

L'ÉRQ du secteur Centre-ville a été lancée à l'été 2020 et, au cours des mois qui ont suivi, nos agents ont établi des liens avec des dirigeants communautaires, des organismes sans but lucratif, des entreprises et des défenseurs des droits, afin d'aider à créer une approche adaptée à l'intervention policière dans le quartier. Ces liens

ainsi noués ont favorisé le déploiement d'une intervention robuste et rapide lors de cet incident mortel, tout en veillant à ce que population bénéficie de services adaptés à ses besoins.

Cette intervention a fait que plusieurs résidents nous ont écrit. Voici un extrait de l'une de leurs missives :





« Je vous écris pour vous féliciter sans réserve des interventions des agents du Service de police d'Ottawa et leur attitude professionnelle vendredi dernier à la suite des deux agressions à l'arme blanche dans le quartier chinois. Tous les policiers se sont montrés amicaux, communicatifs et entièrement professionnels. Chacun d'entre eux connaissait sa tâche et s'y est attelé de manière coordonnée et efficace. De fait, des agents patrouillaient encore dans la rue vers minuit cette nuit-là à la recherche de preuves. Pour s'assurer que les résidents savaient ce qu'ils faisaient, ils ont d'abord frappé aux portes, puis se sont présentés. De plus, j'ai été témoin à l'arrestation musclée de ce dangereux suspect. Les agents ont réussi à le faire sans dégainer leurs armes; ce qui n'était pas une mince affaire compte tenu de la résistance. Bravo! »

Et de la ZAC du quartier chinois :

« Nous sommes très touchés par la façon dont la police a réagi. L'inspecteur Bryden, l'agent Ali Toghrol, l'agent de l'équipe ÉRQ, Charles Benoit, et notre bien-aimée agente de police communautaire Stéphanie Lemieux, ainsi que les agents qui travaillaient sur les lieux du crime, nous ont tous activement tendu la main pour offrir leur soutien. Tous ont démontré l'intérêt profond du SPO envers la communauté. Je ne peux pas vous dire à quel point cela a été important pour les propriétaires de commerce et les employés, qui sont soumis à un stress énorme en raison de la pandémie et qui sont maintenant traumatisés par l'homicide à leur porte. »

Les ÉRQ sont la pierre angulaire du modèle de police communautaire du Service de police d'Ottawa (SPO). Lancées en 2019 dans les quartiers de Vanier/Overbrook, Heron Gate/Ottawa-Sud et Carlington/Caldwell, elles ont été déployées en 2020 au centre-ville, au marché By, à la Côte-de-Sable et à Bayshore. En 2021, les ÉRQ seront déployées dans d'autres banlieues et zones rurales de la ville, tant dans l'est que dans l'ouest, qui connaissent une augmentation du nombre d'appels aux services de police.

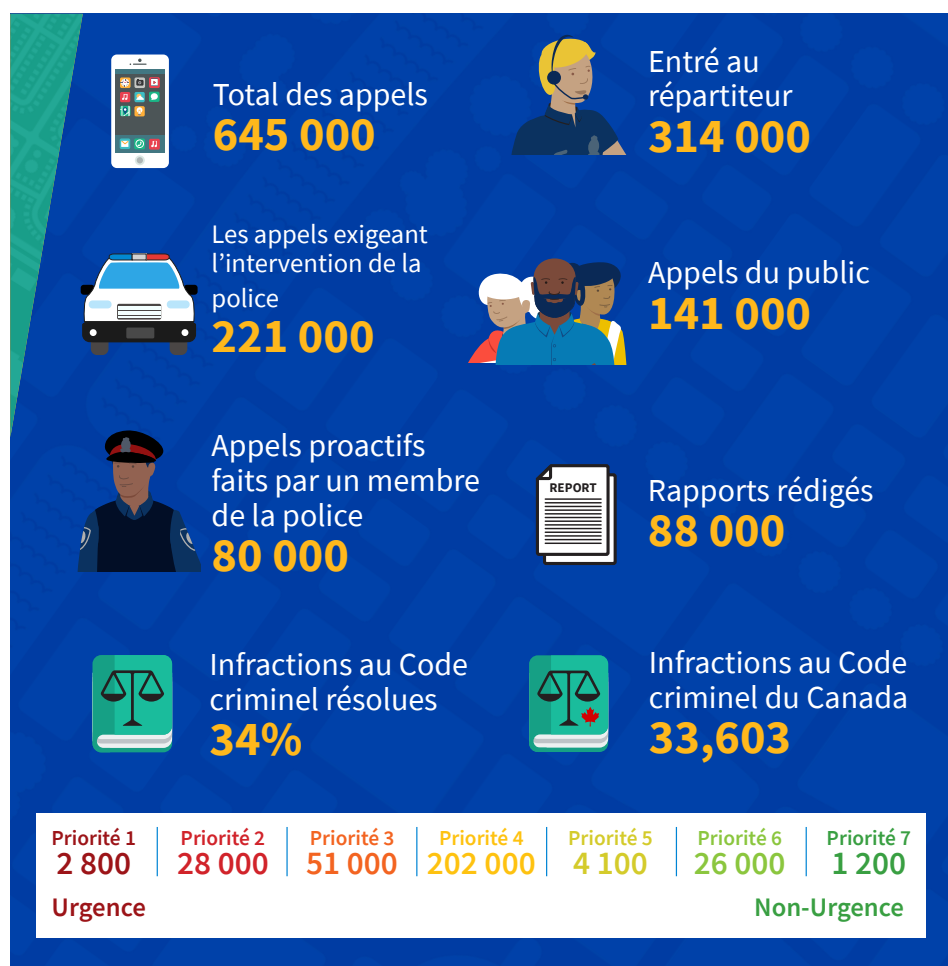
Statistiques relatives à la sûreté des collectivités

	Total des appels répartis	Appels d'urgence P1	Rendement des interventions P1 (pct.pt)	Temps de service (HRS)
2019	345 800  -9%	4 300  -36%	94%  +1%	300 000  -6%
2020	314 400	2 800	95%	282 000

En 2020, le SPO a réceptionné environ 645 000 appels de service, ce qui représente une diminution de 9 % par rapport à l'année 2019. Parmi ces appels ont été enregistrés les communications de l'unité de signalement policière, les appels au standard téléphonique, au 911 et autres appels d'urgence.

Quelque 314 400 de ces appels ont été inscrits dans le système de répartition assisté par ordinateur (RAO), ce qui correspond à une baisse de 9 % par rapport à 2019. Pour environ 70 % de tous les appels répertoriés dans le système RAO, une intervention policière sur les lieux était requise. Quelque 2 800 appels ont été qualifiés de priorité 1, soit une baisse de 36 % par rapport à 2019. Un appel est désigné prioritaire lorsqu'il existe une menace imminente pour la vie, un danger réel ou potentiel de blessure corporelle et de mort, ou un crime en cours ou imminent. Dans 95 % des cas d'appels P1 l'an dernier, la police est arrivée sur les lieux dans les 15 minutes suivant l'appel, soit une augmentation de 1 % par rapport à 2019.

Le temps de service fait référence au temps cumulé (en heures) que les agents de police mettent à répondre et à traiter les appels de service du public. Cette métrique du temps de service sert à assurer une planification opérationnelle et le déploiement du personnel. En 2020, le temps de service a diminué de 6 % et atteint 282 000 heures. Le temps de service en 2020 était inférieur d'un pour cent à la moyenne quinquennale de 284 059 heures.



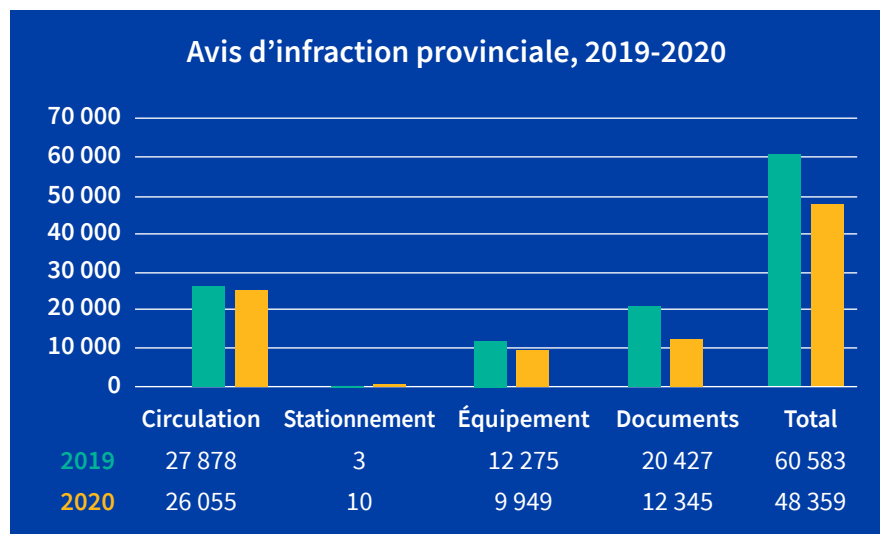
Statistiques relatives à la sûreté des collectivités

En 2020, dans la ville d'Ottawa, les infractions au *Code criminel* ont connu une baisse de 2 %. Parmi toutes les infractions au *Code criminel* liées à la circulation routière, la conduite avec facultés affaiblies/à faible concentration de drogues dans le sang représentait 627 (ou 78 %) des infractions au Code criminel liées à la circulation routière, soit une hausse de 13 % par rapport à 2019.

La Loi sur les infractions provinciales (section I) prévoit l'émission de contraventions en vertu de multiples lois provinciales. Les catégories d'avis d'infraction provinciale (AIP) comprennent les infractions liées à la circulation, aux documents, à l'équipement et au stationnement. Les contraventions pour infraction au Code de la route désignent en général les infractions commises lorsqu'un véhicule est en mouvement, notamment le fait de ne pas céder le passage ou de ne pas s'arrêter à un feu de circulation.

Les infractions liées aux documents désignent les « infractions sur papier », telles que les délits liés à l'assurance, aux licences et aux permis. Les infractions liées à l'équipement ont trait à l'entretien des véhicules et au recours à des équipements de sécurité tels que les ceintures de sécurité, ainsi qu'à l'utilisation d'appareils portatifs.

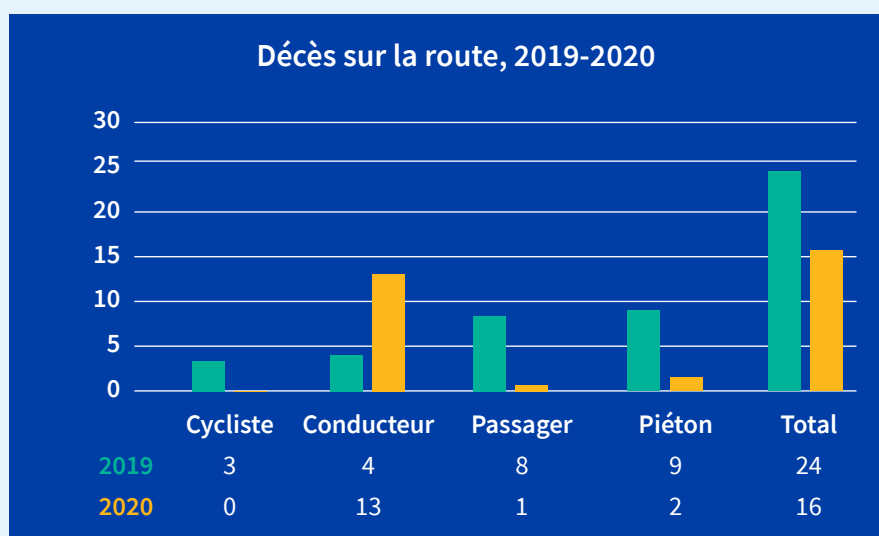
En 2020, environ 48 000 contraventions découlant de la Loi sur les infractions provinciales (section I) ont été émises, ce qui représente une diminution de 33 % par rapport à 2019. Environ 46 % des contraventions émises en 2020 concernaient des infractions au Code de la route.



En 2020, le chiffre total de collisions de véhicules à moteur (CVM) a chuté de 40 % pour arriver à 11 362. Les collisions provoquant des dommages à la propriété représentaient 84 % de toutes les collisions sur lesquelles le SPO a fait enquête. En 2020, on a enregistré 1 699 collisions provoquant des blessures et 16 collisions mortelles, ce qui représente six collisions mortelles de moins que les 22 enregistrées en 2019. En 2020, 16 personnes sont mortes dans des collisions, soit une baisse par rapport aux 24 personnes tuées dans des collisions en 2019. Treize conducteurs ont été tués en 2020, en hausse par rapport aux huit conducteurs tués en 2019. Le nombre de décès impliquant des passagers en 2020 a diminué, passant de quatre en 2019 à un en

2020. Aucun cycliste n'est décédé dans une collision routière en 2020, contre trois décès impliquant des cyclistes en 2019; tandis que deux

décès impliquant des piétons ont été enregistrés, soit sept de moins qu'en 2019.



Équipe de liaison avec la police

Le Service de police d'Ottawa (SPO) travaille conjointement avec les planificateurs d'évènements et de manifestations, ainsi que toutes autres parties prenantes lors des rassemblements publics, afin d'établir la confiance du public et de créer un environnement sécuritaire pour tous ceux qui y participent. Conscients de l'importance des libertés et des autres protections offertes par la *Charte des droits et libertés*, les policiers s'engagent à veiller à ce que ces droits soient respectés dans l'exercice de leurs fonctions.



Dans une journée typique à Ottawa, on peut compter jusqu'à cinq manifestations différentes à travers la ville, et il s'en produit environ 500 ou plus au cours d'une année.

Modelée sur l'Équipe de liaison provinciale (ÉLP) de la Police provinciale de l'Ontario (OPP), l'Équipe de liaison avec la police (ÉLP) du SPO, sous la direction du Sergent d'état-major Peter McKenna, a été mise sur pied pour instaurer un climat de confiance et pour faciliter le réseautage avec les groupes et organismes qui souhaitent exercer leurs droits de réunion pacifique, de liberté d'association et d'expression d'opinions.

L'équipe de liaison avec la police du SPO forme une plate-forme centralisée qui facilite la coordination entre le Service et les organisateurs, tout en établissant une communication bilatérale sur leurs droits, les restrictions juridiques relatives à leur évènement et l'obligation de la police d'assurer la sécurité de tous, tout en réduisant les risques et répercussions pour les résidents, les entreprises, les visiteurs et les services municipaux (p. ex. le transport en commun, les services d'incendie, les règlements municipaux et la gestion de la circulation).

Ce nouveau modèle a été tellement efficace que le SPO (en collaboration avec la Police provinciale de l'Ontario) prévoit d'enseigner les principes et les pratiques de l'ÉLP à des représentants d'autres services de police, à compter de l'automne 2021. Sans aucun doute, ce modèle continuera à renforcer la confiance du public, à dissiper les mauvaises perceptions du rôle de la police lors de ces rassemblements et à former la base d'une approche nationale fondée sur des pratiques exemplaires qui favorisent la sécurité tout en permettant aux citoyens d'exercer leur droit à la liberté d'expression.

Dans le cadre de son engagement à rétablir la confiance du public et à renforcer son devoir de diligence, le Service de police d'Ottawa (SPO) s'efforce de mettre en place un service de police plus vigoureux et diversifié, qui représente davantage les populations qu'il dessert et protège.



En déterminant les obstacles au recrutement, dont le recours à une optique d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI) à son processus d'embauche et de vérification des antécédents, tout en réduisant les impacts financiers, le SPO a été en mesure de recruter un groupe plus diversifié de nouvelles recrues.

Grâce à ces nouveaux processus et démarches, les candidatures ont augmenté de 400 %, et notre cohorte de 48 nouvelles recrues de décembre 2020 était la plus diversifiée de toute l'histoire du SPO, comptant 40 % de femmes, 6 % de membres autochtones et 50 % de membres racisés.

Chacune de ces nouvelles recrues apporte une richesse de connaissances et d'expériences que nous mettrons à profit pour nous aider à mieux servir les communautés d'Ottawa.

Au cours de l'année dernière, le SPO a recouru à de multiples stratégies pour intensifier ses pratiques d'intervention :

- un processus de demande sans frais pour éliminer les obstacles financiers auxquels font face les candidats ;
- un processus de test physique qui garantit que les candidats peuvent satisfaire aux normes du Collège de police de l'Ontario ;
- une fonction de signalement volontaire a été ajoutée au processus de demande – selon notre engagement envers l'inclusion – afin de permettre aux candidats de divulguer volontairement des caractéristiques individuelles, y compris, mais sans s'y limiter, l'origine ethnique, le sexe et l'orientation sexuelle ;
- les pratiques de vérification des antécédents ont été révisées dans une optique d'équité, de diversité et d'inclusion ;
- l'équipe d'intervention a continué à organiser des séances virtuelles d'information avec les candidats possibles, au moyen de plateformes en ligne, et à faire participer la communauté en utilisant les outils des médias sociaux ; et
- un programme de mentorat permanent qui jumelle les recrues potentielles, en particulier celles qui appartiennent à des communautés traditionnellement marginalisées, avec des agents chevronnés pour les guider dans le processus de demande.

Données et faits marquants relatifs au recrutement

En 2020, le Service de police d'Ottawa a reçu plus de plus de 2 700 candidatures, dont : 18 % étaient des femmes candidats et 36 % étaient des candidats racialisés.



Premier service à adopter le virtuel pour les séances d'information, les entretiens et les examens tout au long du processus de recrutement.



Première cohorte à être recrutée (en mars 2020) lors d'une pandémie pour apprendre à la fois virtuellement et en personne.



Première femme embauchée à porter un hijab en 2020.



Le groupe le plus important de l'histoire du SPO, composé de 48 recrues, recrutées en mars 2020.



L'élimination du dépistage STC (Service de test des candidats) a permis de faire passer le nombre de candidatures d'environ 600-650 par an à environ 2 700 par an.

Un total de 96 recrues embauchées en 2020.

Avril

48 recrues

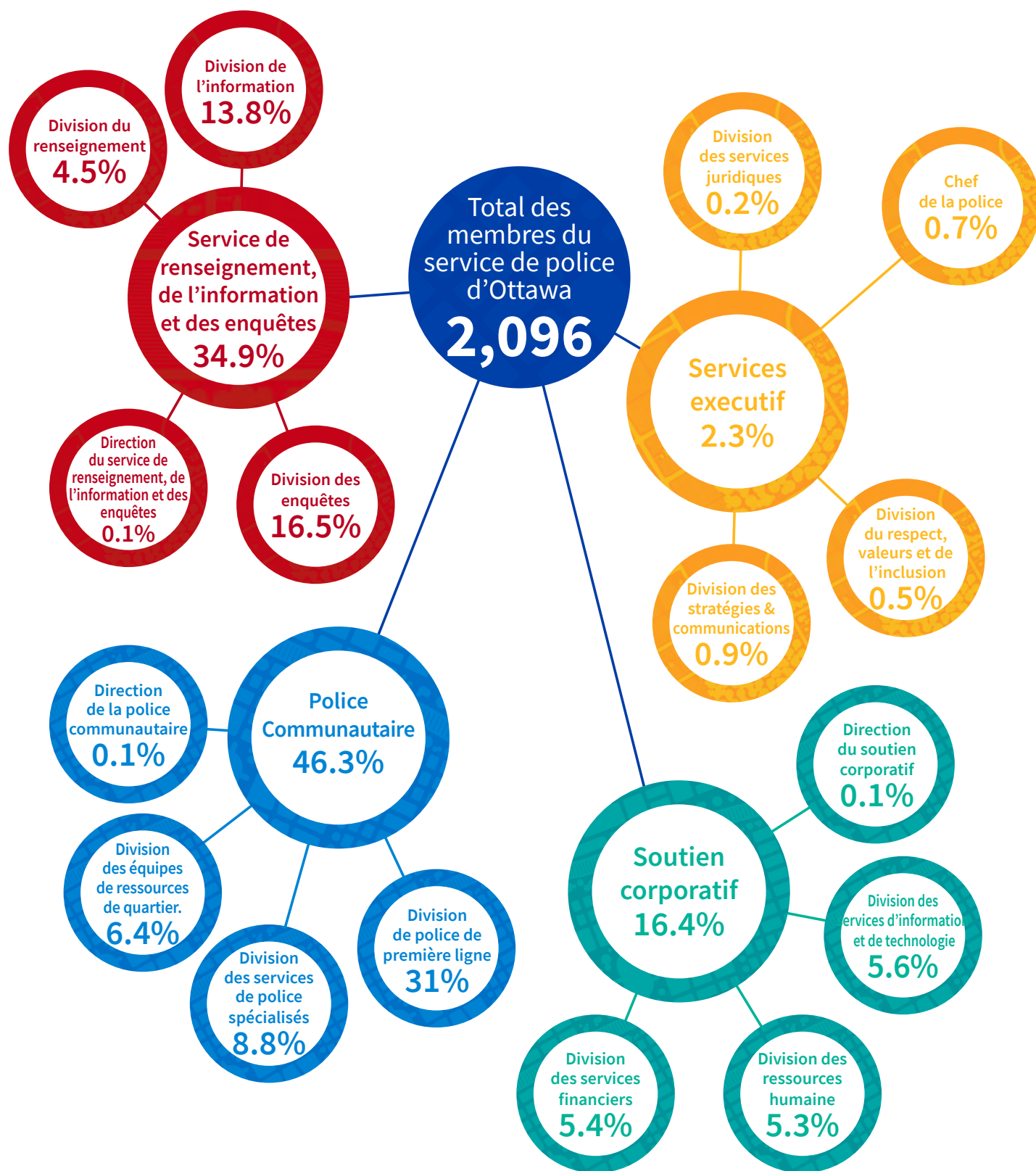
10 identifiés comme racialisés
13 identifiés comme étant des femmes

Décembre

48 recrues

21 identifiés comme racialisés
21 identifiés comme étant des femmes
3 personnes identifiées comme autochtones.

Les membres du Service de police d'Ottawa



Santé et bien-être des membres

La santé et la sécurité des membres du Service de police d'Ottawa (SPO) seront toujours une priorité pour lui. Cet aspect a pris encore plus d'importance pendant la pandémie de COVID-19.



Des mesures de soutien ont été mises en place pour aider les membres à assurer leur sécurité, sur la route ou au bureau, notamment en leur fournissant l'équipement de protection individuelle (ÉPI) approprié et en suivant les protocoles de sécurité décrits par nos partenaires de Santé publique Ottawa. Les membres ont été fréquemment informés des nouveaux problèmes de sécurité et des outils qu'ils pouvaient utiliser pour assurer la sécurité de leur famille lorsqu'ils rentraient chez eux après leur quart de travail.

Une somme de 5 millions de dollars a été investie dans la Section générale du bien-être pour des programmes qui soutiendront davantage les membres du SPO. La structure de la section s'est enrichie de cinq nouveaux postes, dont un nouveau poste de directeur, un poste de liaison avec les ressources en matière de bien-être, un poste de coordonnateur de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) et un poste d'analyste, afin d'identifier rapidement les tendances et de s'attaquer aux nou-

veaux problèmes en matière de bien-être des membres. Un nouveau poste assermenté a également été ajouté, afin de renforcer la capacité de l'équipe à rejoindre les membres, les retraités et les familles.

Un nouveau programme d'intervention précoce a été lancé en avril 2021. Il permet d'identifier les membres qui pourraient avoir besoin de soutien et de fournir des ressources pour l'aider dès les premiers stades d'un problème.

Par ailleurs, les membres ont été initiés à LifeSpeak, une plateforme numérique de bien-être unique et entièrement bilingue qui donne accès à une vidéothèque contenant un catalogue produit par des experts nord-américains de premier plan en matière de santé mentale, de bien-être physique, de santé financière, de relations familiales et de perfectionnement professionnel.

En 2020, le SPO et la Commission de services policiers d'Ottawa (CSPO) ont lancé une stratégie conjointe sur la violence et le harcèlement sexuel au travail. Plusieurs groupes consultatifs

ont été mis en place pour identifier les obstacles au signalement de tels incidents au sein du service. À l'issue de cette consultation, il a été convenu de faire appel au cabinet Rublin Thomlinson LLP pour une période de six mois afin d'offrir aux membres la possibilité de signaler des incidents à un organisme indépendant. Le cabinet Rublin Thomlinson LLP sera chargé de recueillir les données et de mener des enquêtes, et d'examiner l'ensemble des questions culturelles, des politiques, des procédures et de l'environnement général sur le lieu de travail du SPO. Il présentera un rapport au SPO et à la CSPO. Cela contribuera à rétablir la confiance au sein du SPO et de ses membres afin de renforcer son obligation de diligence. Il faut espérer que ces mesures permettront la transformation fondamentale nécessaire pour empêcher que ce type d'incident ne se produise au SPO et pour amorcer un changement de culture indispensable.

La pandémie de COVID-19 a créé des pressions financières sans précédent. D'importantes mesures de gestion ont été prises pour compenser cet impact. Grâce à la prestation de soutien de la province, le SPO a pu terminer l'année avec un budget équilibré.

Pressions budgétaires

Au total, les pressions sur le budget de fonctionnement pour 2020 se sont chiffrées à 12,6 millions \$. De ce montant, on retrouve les dépenses non liées à la COVID-19, les dépenses budgétaires totales et les pressions sur les dépenses liées à la pandémie de COVID-19.

Dépenses non liées à la COVID-19
(5,0 millions \$)

- Frais juridiques et frais d'assurance totalisant 3,4 millions \$
- Pressions liées à la CSPAAT totalisant 1,0 million \$,
- Pressions liées à l'entretien du parc automobile de 0,4 million \$,
- Priorité stratégique de 0,2 million \$.

Total des pressions sur les recettes
(4,0 millions \$)

- Frais d'utilisation (vérification des antécédents, fausses alarmes) (2,0 millions \$),
- Revenus de subventions (0,7 million \$),
- Revenus des caméras aux feux rouges (0,6 million \$) et
- Recettes provenant de l'aéroport (0,7 million \$).

Pressions sur les dépenses liées à la COVID-19

- Équipement de protection individuelle et matériel de décontamination (3,6 millions \$)

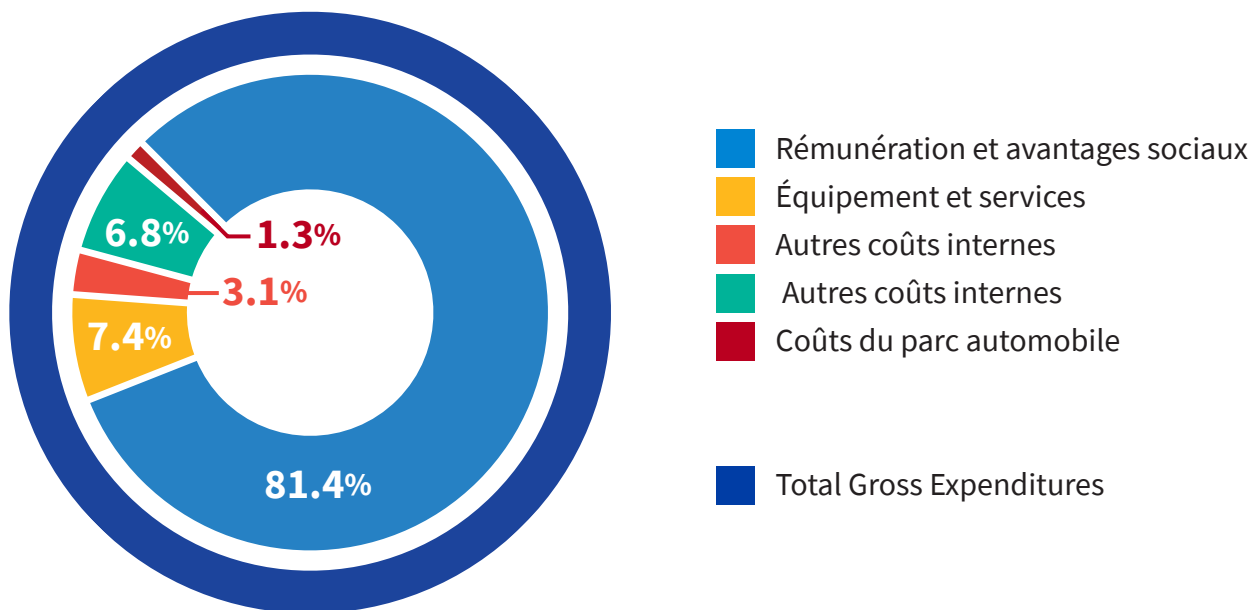
2019 = 304,1 millions de dollars

2020 = 319,2 millions de dollars

Tableau 1 - Fin de l'exercice 2020 du Service de police d'Ottawa - Écarts importants

Pressions	(en 000\$)
Dépenses non liées à la COVID-19	(5 000)
Total des pressions sur les recettes	(4 000)
Dépenses liées à la COVID-19	(3 600)
Total des pressions	(12 600)
Solutions	
Discretionnaires	5 900
Financement lié à la COVID-19	3 600
Non discretionnaires	3 100
Total des solutions	12 600
Excédent (déficit) des opérations	-
Comptes fiscaux non gérés par le service	(1 100)
Total du (déficit) des opérations	(1 100)

Dépenses réelles, 2020



Solutions budgétaires

Pour pallier les pressions, plusieurs solutions ont été identifiées :

Solutions discrétionnaires

- Un gel des dépenses permettant d'éviter 3,9 millions \$ en coûts de services, de fournitures et de matériel,
- Un ordre d'interdiction de voyager permettant d'économiser 1,6 million \$,
- D'autres interventions aboutissant à des solutions de 0,4 million \$.

Financement lié à la COVID-19

- Un financement de 3,6 millions \$ du gouvernement provincial pour aider les municipalités à couvrir les coûts liés à l'équipement de protection individuelle et l'amélioration des protocoles de nettoyage.

Solutions non discrétionnaires :

- Économies de 1,5 million \$ au chapitre des avantages sociaux de l'employeur,
- Économies de 0,7 million \$ au chapitre des heures supplémentaires en raison de la fermeture des tribunaux et des aires de réception,
- Économies de 0,9 million \$ grâce à une baisse des prix du carburant plus importante que prévu et à des réductions de coûts liées aux installations.

Comptes fiscaux non gérés par le service :

Le prélèvement de la taxe de police reflète les coûts qui sont sous le contrôle de la Commission ainsi que ceux qui ne le sont pas, mais qui sont requis à des fins fiscales. En 2020, un déficit de plus de 1,0 million \$ a été enregistré dans ces comptes fiscaux.

Ces comptes fiscaux sont budgétisés et gérés par le personnel de la ville. Le SPO et la Commission n'ont aucun contrôle sur cet aspect du taux de la taxe de police.

Pour obtenir plus d'informations sur le budget du SPO, consultez le site ottawapolice.ca ou accédez au rapport financier annuel 2020 au ottawapoliceboard.ca

Subventions de financement

En 2020, le SPO a sécurisé plus de 17,8 millions \$ par le biais d'une subvention gouvernementale. Les détails sont soulignés dans le tableau ci-dessous.

Stratégie provinciale pour la protection des enfants contre les abus et l'exploitation sexuelle sur Internet

439,810 \$

Financement du ministère de la Sécurité communautaire et des services correctionnels pour des équipes d'enquête spécialisées chargées d'enquêter sur des cas de leurre d'enfants en ligne et d'identifier leurs victimes.

Réduire la conduite avec des facultés affaiblies partout (RCFA)

52 786 \$

Financement annuel du ministère des Services communautaires et correctionnels pour la réalisation de contrôles ponctuels pour la RCFA tout au long de l'année, mais aussi pour l'amélioration des mesures de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies, telles que le renforcement de l'application des lois sur les routes, les voies navigables et les sentiers.

Ministère de la Justice – Financement pour les victimes de la traite de personnes

118 700 \$

Le ministère de la Justice administre le Fonds pour les victimes qui permet aux provinces, aux territoires et aux organisations non gouvernementales de demander un financement pour améliorer les services aux victimes. Il fournit également une assistance financière aux victimes de la traite de personnes dans certaines circonstances.

Programme provincial d'équipement de surveillance électronique (PPESE)

94 725 \$

Le PPESE finance des activités axées sur le crime organisé et les crimes graves, ainsi que des initiatives axées sur les processus criminels.

Transport sécuritaire des prisonniers (TSDP)

4 243 865 \$

La subvention provinciale de sept ans versée par le Fonds de partenariat des municipalités de l'Ontario (FPMO) compense les dépenses municipales engagées pour assurer la sécurité des tribunaux provinciaux et pour le transport des prisonniers.

Stratégie ontarienne pour mettre fin à la traite de personnes

34 800 \$

La stratégie ontarienne pour mettre fin à la traite de personnes, lancée en 2016, vise à accroître la sensibilisation et la coordination, à améliorer l'accès des survivants aux services et à renforcer les initiatives du secteur de la justice.

Initiative des jeunes dans la police (IDP)

33 233 \$

Financement du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse qui offre aux étudiants du secondaire de 15 à 18 ans des emplois d'été et d'hiver au sein du Service de police d'Ottawa. Ces jeunes renforcent les relations entre la police et la communauté tout en développant des compétences professionnelles qui pourraient mener à une carrière dans la police.

Soutien fédéral pour les coûts des services de police exceptionnels dans la capitale nationale

2 000 000 \$

Depuis 2010, le gouvernement fédéral verse à la ville d'Ottawa une indemnité de 2 millions \$ par an, destinée à couvrir les coûts liés des services de police exceptionnels dans la capitale nationale qui ne sont pas couverts par des accords de recouvrement en lien avec des événements spécifiques.

Sécurité communautaire et de maintien de l'ordre

4 612 020 \$

Ce financement du ministère du Solliciteur général vient à l'appui de la Stratégie de sécurité communautaire et de maintien de l'ordre. Deux initiatives sont subventionnées :

- Promotion des services de police communautaire;
- Promotion de la gestion de la circulation routière

Ministère de la Sécurité communautaire et des services correctionnels - Stratégie de suppression de la violence armée

2 134 444 \$

Financement du ministère de la Sécurité communautaire et des services correctionnels. Financement provincial pour épauler la stratégie ciblée de lutte contre l'augmentation de la violence armée à Ottawa.

Financement d'aide à la lutte contre la pandémie - Accord sur la relance sécuritaire

3 640 000 \$

L'Accord sur la relance sécuritaire est un partenariat historique entre le fédéral et les provinces qui a permis aux municipalités de l'Ontario d'obtenir jusqu'à 4 milliards \$ en financement d'urgence, ce qui les aidera à relancer leur économie en toute sécurité. recovery.

MERIT Lutte contre l'extrémisme violent (MERIT LEV)

204 758 \$

Atténuer les dommages aigus liés à la LEV (lutte contre l'extrémisme violent) en se focalisant globalement sur plusieurs stratégies interdépendantes dans un continuum de sécurité collective.

Quartiers à haut risque

149 232 \$

Financement du ministère de la Sécurité communautaire et des services correctionnels. Financement provincial pour épauler la stratégie ciblée de lutte contre l'augmentation de la violence armée à Ottawa.

La confiance et la fiabilité



« Je voulais simplement dire un grand merci aux deux agents à vélo qui ont pris le temps de s'arrêter et de discuter avec mes jeunes enfants dans un parc de la ville d'Ottawa. Mes enfants sont rentrés à la maison avec de grands sourires, ils étaient tellement heureux. Je voudrais que mes enfants grandissent en appréciant le travail difficile et le sens du dévouement que vous fournissez à nous assurer un sentiment de sécurité. Ces deux agents aujourd'hui ont renforcé encore plus mon point de vue. Notre petite famille vous exprime son amour et sa reconnaissance. »

- Résident

La lutte contre la criminalité

Des agents de patrouille au Service de police d'Ottawa (SPO) travaillent sans relâche en faisant appel à l'application *529 Garage*, pour récupérer des bicyclettes volées dans la ville et les retourner à leurs heureux propriétaires.



Grâce au Projet *Hot Wheels* et aux efforts des agents de patrouille, plus de 44 vélos ont été récupérés, d'une valeur estimée à 30 000 \$. Au-delà de leurs tâches habituelles de patrouille, ces mêmes agents ont mené une deuxième campagne en 2021, le Projet *Handlebar*, qui leur a permis de récupérer 72 autres vélos d'une valeur estimée à 70 000 \$, dont 54 ont déjà été rendus à leurs propriétaires.


Les agents se sont servis de *529 Garage*, une application d'enregistrement des vélos, conjointement avec d'autres outils d'enquête, pour les aider à repérer

les vélos disparus et volés. Ces policiers reconnaissent que l'application leur a permis de faciliter et de réduire le temps nécessaire pour récupérer les bicyclettes volées lorsqu'elles ont été enregistrées dans le système. Ces policiers se tournent également vers d'autres pelotons pour trouver des agents qui seraient capables de former leurs collègues à la récupération des vélos déclarés volés et à comment utiliser l'application *529 Garage*.

L'application *529 Garage* a été introduite en 2019 en partenariat avec le SPO, *Bike Ottawa* et *Safer Roads Ottawa*.

Elle est facile à utiliser, il vous suffit de la télécharger sur votre téléphone intelligent, de prendre quelques photos de votre vélo et d'enregistrer votre numéro de série. Pour plus de renseignements sur l'appli et comment procéder à votre inscription, veuillez consulter le site Web ottawapolice.ca/endbiketheft.

Violence faite aux aînés



Les interactions sociales ont été fort restreintes l'année dernière. Voilà pourquoi, le Service de police d'Ottawa (SPO) a voulu mettre sur pied des moyens de joindre les résidents âgés de notre ville, touchés par de longues périodes d'isolement.

Afin de renforcer notre obligation collective de protection envers les personnes pouvant avoir des difficultés en raison des restrictions, nous avons invité les résidents à prendre des nouvelles de cette population vulnérable, que ce soit par téléphone ou par vidéoconférence, pour s'assurer que tout le monde se porte bien physiquement et mentalement. De plus, on a rappelé aux personnes âgées de composer le 211 si elles veulent de l'aide pour faire leurs emplettes, acheter des médicaments, obtenir des soins de santé ou des services sociaux.

Au sein de l'Unité de maltraitance des aînés (UMA), les agents ont travaillé dur pour entrer en contact avec les résidents isolés en utilisant des moyens technologiques et en assurant la liaison avec les partenaires communautaires.

Des appels vidéo en continu ont été mis en place tout au long de l'année 2020 afin de trouver des moyens d'aider ces personnes vulnérables pendant la pandémie. Les enquêteurs de l'UMA n'ont pas manqué de se pencher sur tous les signalements et de rendre visite aux victimes, en respectant l'écart sanitaire et en utilisant les meilleures pratiques établies par Santé publique Ottawa.

Alors que la province se concentre sur les réformes des foyers de soins de longue durée à la suite du nombre dévastateur de décès dans ces maisons, le SPO a exhorté les résidents qui s'inquiètent de leurs proches de s'adresser au directeur des soins de chaque établissement indépendant pour leur poser des questions et se tenir au courant de leur situation en matière santé et de bien-être.

On a également exhorté les citoyens à signaler tout incident de maltraitance envers des aînés en contactant notre Unité de déclaration de la police ou à poser leurs questions en appelant la ligne d'information sur la maltraitance des aînés au 613-236-1222, poste 2400.

La maltraitance des aînés se définit comme tout acte ou geste qui nuit ou menace de nuire à une personne âgée (65 ans ou plus). La maltraitance est un acte unique ou répété, une menace, une absence d'action appropriée compromettant la sécurité ou le bien-être d'une personne âgée. Elle se manifeste sous forme de violence physique, sexuelle, financière et psychologique ainsi que la négligence.

Crimes haineux

La pandémie mondiale de COVID 19 a créé une crise de la sécurité et du bien-être des communautés. Les défis liés à la santé publique ne se limitent pas seulement à la santé physique, mais touchent également le bien-être collectif mental et social. À mesure que se multiplient les sentiments de frustration autour de la durée de la pandémie ou des mesures restrictives imposées pour freiner la transmission communautaire, on constate de plus en plus de cas d'intolérance et de comportements inacceptables motivés par la haine ou un préjugé fondé sur la race.



Le Service de police d'Ottawa (SPO) a constaté une hausse du nombre de rapports d'incidents à caractère haineux. Nous savons que les incidents signalés à la police ne reflètent pas la totalité du problème et c'est ainsi que notre Unité des crimes haineux (UCH) collabore étroitement avec la communauté pour réagir aux rapports d'incidents motivés par la haine et les préjugés discriminatoires. Cette collaboration se traduit notamment par des actions de sensibilisation, en plusieurs langues, aux différentes populations urbaines, notamment à la communauté asiatique au cours de la pandémie de COVID 19.

En 2020, le SPO a réintroduit son UCH, en affectant à cette tâche une équipe d'agents exclusivement chargés de trier les plaintes entrantes, en coordonnant leur travail avec le Bureau du procureur de la Couronne. Le Service a également

déployé un outil de signalement en ligne pour permettre aux plaignants tiers de déposer des plaintes.

En 2020, le SPO a modifié son approche, pour répondre aux incidents de crimes haineux et de préjugés et mener des enquêtes sur ceux-ci. Nous reconnaissons que l'impact de ces types d'incidents ne se limite pas à une seule personne. Lorsqu'un membre est victime, les répercussions se font sentir sur des communautés et des quartiers entiers. L'Unité des ressources et relations pour la diversité (URRD) du SPO travaille en étroite collaboration avec l'UCH pour s'assurer que des soutiens sont en place pour tous les membres de la communauté y compris la possibilité de signaler un incident en tant que tiers. Ensemble, nous renforçons notre devoir de diligence et améliorons la confiance du public, en renforçant les systèmes de

soutien destinés à aider les personnes affectées.

En 2021, l'UCH a publié ses statistiques semestrielles, révélant une hausse de 32,9 % des rapports de crimes haineux depuis le début de la nouvelle année. Sur les 105 rapports déposés, 73 ont été jugés comme étant motivés par la haine, soit une augmentation de 25,9 % par rapport à 2020. Les infractions les plus graves ont été les dégâts matériels, les menaces et les agressions avec une arme. Les groupes les plus visés étaient les Noirs, les Juifs, les LGBTQ+, les Arabes et les Asiatiques occidentaux.

Pour répondre aux préoccupations des collectivités, le SPO collabore avec divers organismes, notamment

Crimes haineux







la Coalition unie pour tous (United Coalition) et notre Conseil sur l'équité, pour communiquer des données sur les crimes haineux et discriminatoires sur une période de cinq ans sur le site Internet Open Ottawa et Neighbourhood Study.ca de la Ville d'Ottawa. Bien que ces données ne concernent que les incidents signalés à la police, elles assurent à la communauté l'accès à des renseignements détaillés sur le type de

crime haineux, sa motivation, la date et l'heure du signalement, l'infraction criminelle, le classement (résolu/non résolu). Pour protéger la vie privée, les données ont été regroupées par quartier et par secteur de recensement (SR) de Statistique Canada. Notre objectif est de faciliter la résolution des problèmes communautaires à travers les données, et de proposer des solutions innovantes pour favoriser le signalement de ce type

de crime, et avec l'aide de la communauté, afin que nous puissions répondre à ce problème communautaire de plus en plus préoccupant.

Les normes professionnelles

	Nombre total de plaintes reçues	Plaintes (conduite) traitées reçues du public	Plaintes traitées s'étant conclues en mesures disciplinaires	Plaintes résolues à l'intérieur d'un an
2019	442	214	59	223
2020	485 	272 	85 	404 

Le SPO apprécie la confiance que lui accordent tous les membres de la collectivité et cherche à faire preuve d'un haut niveau de diligence dans le cadre de ses opérations. À ce titre, il prend les enquêtes sur les plaintes très au sérieux, comprenant parfaitement l'impact que la conduite et les politiques des forces de l'ordre peuvent avoir sur nos concitoyens et concitoyennes. Nous insistons sur l'importance de fournir un service courtois, respectueux et efficace aux résidents d'Ottawa.

Un des moyens par lesquels nous cherchons notamment à gagner la confiance du public est en nous assurant que nos niveaux de surveillance font que nos membres sont tenus de rendre des comptes. Selon les directives du Chef de police, notre Section des normes professionnelles (SNP) a l'autorité d'enquêter et de faciliter la résolution des plaintes générées à l'interne (plaintes du chef) ainsi que celles du public par le biais du Bureau du directeur indépendant de l'examen des services policiers (BDIESP).

La SNP a joué un rôle actif dans la résolution des plaintes en recourant à la médiation, à des discussions encadrées, à l'éducation des parties impliquées, à des formations de perfectionnement et à des réexamens des politiques. Ainsi, le dialogue entre les plaignants, les

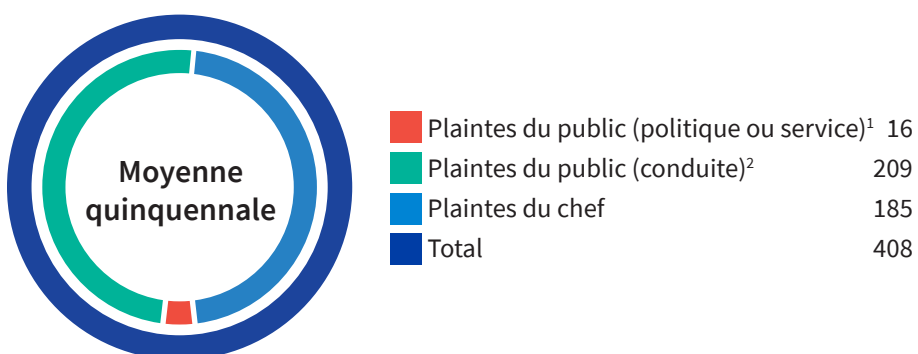
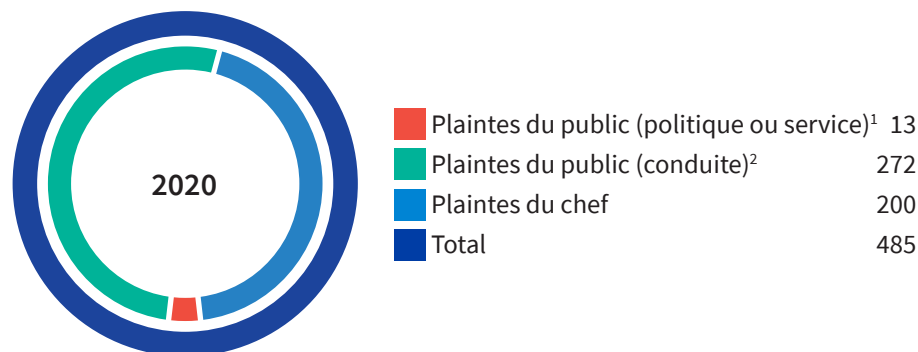
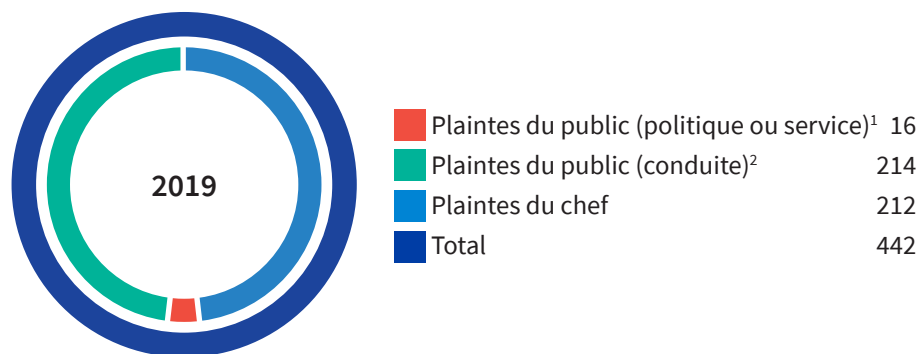
agents et les superviseurs s'en est trouvé amélioré et la résolution des problématiques qui surviennent dans le cadre des opérations quotidiennes est devenue plus rapide.

Au total, 485 plaintes du public et du chef ont été formulées en 2020. Cela représente une augmentation de 10 % par rapport à 2019 et dépasse la moyenne quinquennale. Le nombre de plaintes provenant du chef a diminué de 6 % l'année dernière, tandis que le nombre de celles provenant du public a augmenté de 27 % (les plaintes liées à la conduite d'un agent, à l'usage excessif de la force et à la négligence du devoir sont à l'origine de cette augmentation). C'est donc cette hausse du nombre de plaintes provenant du public, en particulier celles liées à la conduite d'un agent, qui a entraîné cette augmentation globale de 10 % par rapport à 2019.

Dans les cas où une plainte du public n'est pas retirée, le directeur du BDIESP va prendre en dernier recours la décision d'enquêter sur cette dernière ou de l'écarter. Dans les cas où une enquête est jugée nécessaire, le directeur du BDIESP transmet la plainte à la Section des normes professionnelles désignée du service de police, ou en conserve le dossier. Tout dépend de plusieurs facteurs, notamment :

- Les répercussions de la décision de traiter une plainte (ou de ne pas la traiter) sur la confiance du public en ce qui concerne la transparence et la probité du système de traitement des plaintes;
- Le nombre de personnes impliquées dans la plainte;
- La gravité de la plainte, y compris la gravité du préjudice allégué;
- Le fait que la plainte porte sur un incident ou un événement qui a fait précédemment l'objet d'une plainte;
- Le fait que des questions d'importance systémique ou d'intérêt public au sens large sont en jeu;
- La probabilité de perturber ou de compromettre d'autres procédures;
- La question de savoir si l'objet de la plainte peut être traité de manière plus appropriée par une autre instance, un autre organisme ou une autre loi.

Plaintes reçues 2019-2020



Les membres du public sont à l'origine de 60 % des plaintes (285) :

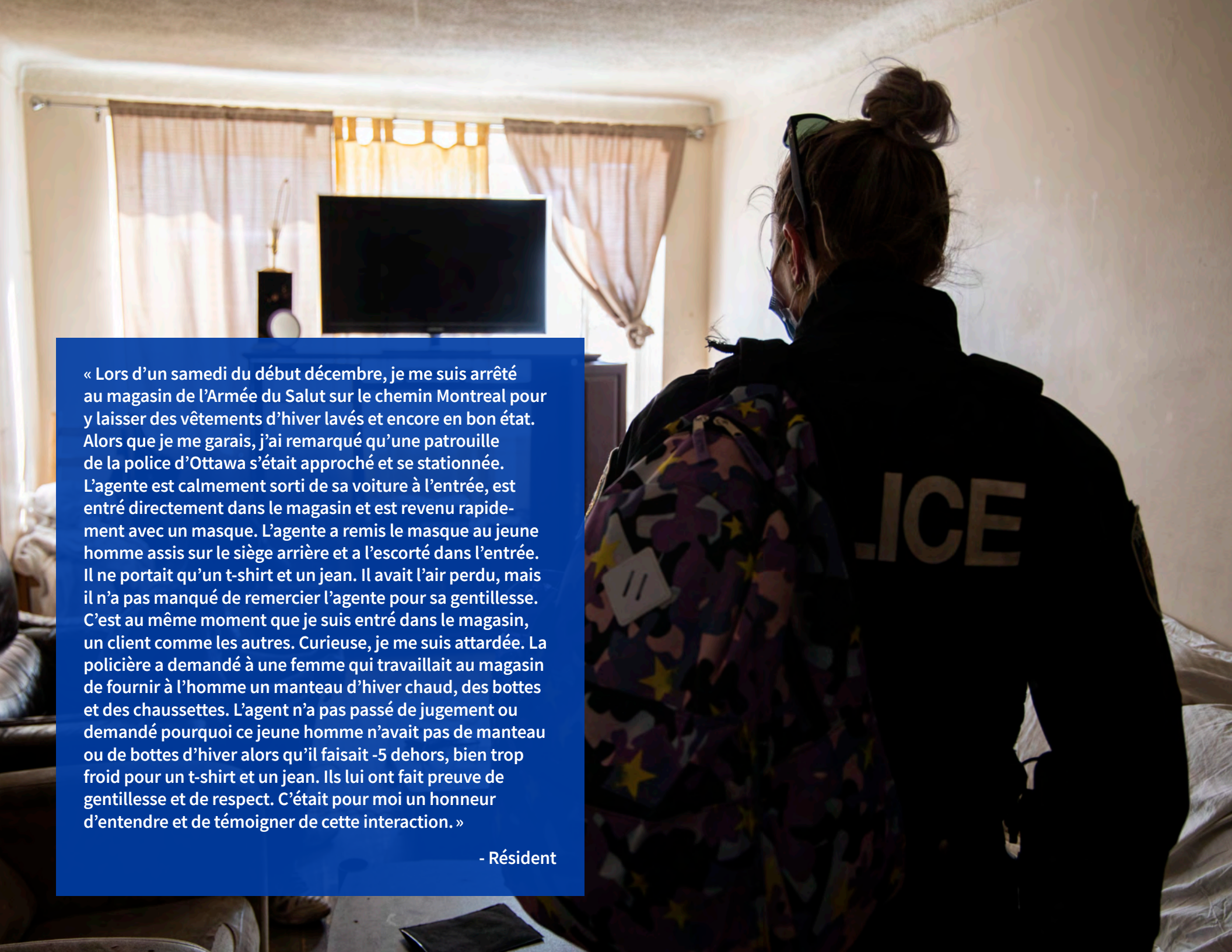
- 13 plaintes ont été classées comme relevant de la politique ou du service.
- 162 plaintes ont été rejetées par le BDIEP parce qu'elles ont été jugées frivoles, vexatoires, dépassant le délai de prescription de six mois, ou ne justifiant aucune intervention, car la poursuite d'une enquête n'était pas justifiée par l'intérêt public.
- Six plaintes ont été retirées par leur auteur (du public) avant leur examen par le BDIEP.
- 104 plaintes ont été transmises pour enquête (40 ont été retirées par leur auteur, une a donné lieu à une mesure disciplinaire informelle, sept ont été résolues par résolution informelle, une a été classée sans suite, car l'agent responsable a démissionné, 24 n'étaient pas fondées et 31 sont restées en suspens).

À la fin de 2020, une plainte pour inconduite publique a donné lieu à une mesure disciplinaire informelle, tandis que cinq plaintes du chef ont donné lieu à une audience disciplinaire et 79 à une mesure disciplinaire informelle. Sur les 79 plaintes du chef qui ont donné lieu à des mesures disciplinaires informelles, 68 étaient dues à des infractions liées à des caméras aux feux rouges et huit à des collisions de véhicules à moteur avec responsabilité. Les trois dernières plaintes internes (du chef) qui ont donné lieu à une mesure disciplinaire informelle en 2020 étaient dues à d'autres formes d'inconduite.

De plus amples renseignements sur toutes les activités du SNP et sur la manière de formuler une plainte sont disponibles à l'adresse : ottawapolice.ca

¹ Les plaintes liées à une politique portent sur les règles et les normes d'un service de police. Ces dernières guident la façon dont un agent de police assure la prestation de ses services. Les plaintes liées au service ont trait à l'efficacité et à l'efficience avec lesquelles un service de police s'acquitte de ses fonctions.

² Les plaintes liées à la conduite sont déposées en réaction au comportement d'un agent de police.



« Lors d'un samedi du début décembre, je me suis arrêté au magasin de l'Armée du Salut sur le chemin Montreal pour y laisser des vêtements d'hiver lavés et encore en bon état. Alors que je me garais, j'ai remarqué qu'une patrouille de la police d'Ottawa s'était approché et se stationnée. L'agente est calmement sorti de sa voiture à l'entrée, est entré directement dans le magasin et est revenu rapidement avec un masque. L'agente a remis le masque au jeune homme assis sur le siège arrière et a l'escorté dans l'entrée. Il ne portait qu'un t-shirt et un jean. Il avait l'air perdu, mais il n'a pas manqué de remercier l'agente pour sa gentillesse. C'est au même moment que je suis entré dans le magasin, un client comme les autres. Curieuse, je me suis attardée. La policière a demandé à une femme qui travaillait au magasin de fournir à l'homme un manteau d'hiver chaud, des bottes et des chaussettes. L'agent n'a pas passé de jugement ou demandé pourquoi ce jeune homme n'avait pas de manteau ou de bottes d'hiver alors qu'il faisait -5 dehors, bien trop froid pour un t-shirt et un jean. Ils lui ont fait preuve de gentillesse et de respect. C'était pour moi un honneur d'entendre et de témoigner de cette interaction. »

- Résident



« Ma fille et mes quatre petits-enfants vivent dans des logements communautaires. Auparavant, l'agent Ricardo Menendez patrouillait dans ce quartier. À cette époque, l'agent faisait tout son possible pour se faire connaître, proposer son aide et montrer que le travail policier, lorsqu'il est bien fait, n'est pas quelque chose à redouter mais plutôt à apprécier. L'agent Menendez a fait son possible pour aider ma fille à se sentir plus en sécurité dans son quartier. Plus important encore, il a su établir des relations, dans le respect des règles de la police communautaire, avec mes petits-enfants. En raison de ses gestes, mes petits-enfants ne craignent pas la police et je crois qu'il a influencé leurs attitudes de façon positive. Leur attitude est importante. Ils seront exposés à plusieurs influences négatives là où ils vivent et il est bon de savoir qu'ils n'hésiteront pas à faire appel à la police pour les aider. À mon avis, l'agent Menendez incarne ce que la police devrait être, et ses initiatives ont été bénéfiques à ma famille et ont influencé positivement mes propres attitudes négatives envers la police. »

- Résident